

*Ottawa*

Room 518, Confederation Building  
Ottawa, Ontario K1A 0A6  
Tel.: 613-996-1119  
Fax.: 613-996-0850



HOUSE OF COMMONS  
CHAMBRE DES COMMUNES  
CANADA

*Ottawa*

Pièce 518, Édifice de la Confédération  
Ottawa (Ontario) K1A 0A6  
Tél. : 613-996-1119  
Télec. : 613-996-0850

*Constituency*

1 - 9711 Fourth Street  
Sidney, British Columbia V8L 2Y8  
Tel.: 250-657-2000  
Fax.: 250-657-2004

*Elizabeth May*

Member of Parliament / Députée  
Saanich—Gulf Islands / Saanich—Gulf Islands

*Circonscription*

1 - 9711, rue Fourth  
Sidney (Colombie-Britannique) V8L 2Y8  
Tél. : 250-657-2000  
Télec. : 250-657-2004

L'honorable François Philippe-Champagne

Ministre des Affaires étrangères  
Chambre des communes  
Ottawa (Ontario) K1A 0A6

L'honorable Karina Gould  
Ministre du Développement international  
Chambre des communes  
Ottawa (Ontario) K1A 0A6

L'honorable Jonathan Wilkinson  
Ministre de l'Environnement et du Changement climatique  
Chambre des communes  
Ottawa (Ontario) K1A 0A6

Le 31 août 2020

**OBJET : Financement international de l'action climatique par le gouvernement du Canada**

Madame et Messieurs les Ministres,

Je vous écris aujourd'hui pour vous faire part de mes commentaires au sujet de la contribution du Canada au financement international de l'action climatique après 2020-2021. Je vous remercie de m'offrir l'occasion d'exprimer mon opinion dans le cadre cette consultation.

En juin, le Parti Vert du Canada a publié le document intitulé « Réimaginer notre avenir », un plan d'action global visant à inciter le Canada à devenir une société verte et le chef de file international que nous voulons être. Mon exposé se fonde principalement sur ce document et sur l'exposé de CARE Canada, entre autres sources.

Le Canada est l'un des pays les plus riches au monde. Nous avons une démocratie forte et un faible taux de corruption, et nous nous classons constamment parmi les meilleurs dans de nombreux rapports mondiaux. Toutefois, sur le plan environnemental, nous ne sommes pas le chef de file mondial que nous devrions être. Nous n'en faisons pas assez.

L'ancien engagement financier international du Canada envers l'action climatique, d'un montant



de 2,65 milliards de dollars de 2015 à 2020, était insuffisant. Il est dans l'intérêt de tous, y compris celui du Canada, d'accroître considérablement notre engagement en matière de financement international de l'action climatique. Je réitère les appels lancés par CARE Canada voulant que la contribution minimale requise passe à 6,76 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années. Et ce montant représente le strict minimum nécessaire de notre part.

Je vous présente ci-dessous en détail les domaines d'intervention vers lesquels j'encourage notre gouvernement à orienter son financement.

## **Peuples autochtones**

Avec l'aggravation des effets des changements climatiques, les collectivités marginalisées, en particulier les collectivités autochtones, feront face à certains des plus grands défis au monde. CARE Canada a fait remarquer que les peuples autochtones dépendent très souvent des ressources naturelles. Pour ces raisons, le Canada doit consacrer une part importante de sa contribution au financement international de l'action climatique aux peuples autochtones à l'étranger.

Cette mesure s'avère nécessaire non seulement pour corriger les injustices que les peuples autochtones subissent depuis la colonisation, mais aussi pour les connaissances traditionnelles écologiques que ces peuples peuvent apporter. Dans notre lutte contre les changements climatiques, nous devons écouter les peuples autochtones et les inclure, car ils possèdent des connaissances et une compréhension du climat et de l'environnement qui sont utiles à tous.

Il y a tant d'organisations qui font du bon travail pour aider et renforcer les communautés autochtones dans le monde. À Victoria, une organisation locale appelée Mosqoy renforce l'autonomie des populations quechuas rurales du Pérou grâce à la production durable de textiles. Il ne s'agit que de l'une des nombreuses organisations qui travaillent à renforcer la résilience des peuples autochtones qui subissent les effets négatifs de la mondialisation et des changements climatiques.

## **Secteur privé**

Depuis trop longtemps, le secteur privé s'impose à l'échelle nationale et internationale. Au lieu que ce soient les gouvernements et ceux qui les ont élus qui prennent les décisions, ce sont les entreprises privées qui exercent beaucoup trop de contrôle sur les gouvernements, ce qui cause des ravages, surtout dans les pays du Sud.

Depuis le début de la pandémie de COVID-19, le gouvernement canadien a repris le flambeau, et c'est beau de voir le secteur privé se mobiliser sous la direction du gouvernement fédéral pour le bien de tous les Canadiens.

Lorsqu'il est mobilisé de façon adéquate et pour les bonnes raisons, le secteur privé peut constituer une excellente ressource pour contribuer à la mise en œuvre des politiques en temps de crise, comme l'a souligné CARE Canada.

Cependant, lorsqu'on fait appel au secteur privé, il faut faire preuve de vigilance en matière de reddition de comptes et de transparence, et le secteur public doit toujours avoir la priorité. Comme nous l'avons appris très récemment, faire appel au secteur privé entraîne souvent des conflits d'intérêts.

## **Égalité des sexes**



De nombreuses données probantes établissent un lien entre les bilans environnementaux positifs et l'égalité des sexes. En 2016, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a publié un rapport qui mettait en lumière les nombreux avantages de l'adoption de politiques axées sur le genre. Ces avantages comprennent des interventions environnementales plus durables et plus transformatrices, une meilleure sécurité alimentaire et une utilisation plus soutenable des ressources naturelles.

Le rapport de 2016 s'appuie sur l'exemple du soutien à l'égalité des sexes dans les disciplines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques.

Madame et Messieurs les Ministres, je vous recommande fortement de lire ce rapport et de suivre les conseils du PNUE quand vous déciderez comment dépenser votre budget consacré au financement international de l'action climatique.

Par ailleurs, CARE Canada demande au gouvernement de se conformer à la Politique d'aide internationale féministe du Canada et de veiller à ce qu'au moins 15 % du budget de financement international de l'action climatique soit consacré à l'égalité des sexes comme principal objectif. Je souscris à ces deux propositions.

## **Agriculture**

L'agriculture produit une empreinte carbone énorme. Depuis quelques années, on met au point des technologies agricoles modernes pour s'attaquer à ce problème, et les pratiques agricoles d'aujourd'hui offrent un grand potentiel de changement. Non seulement beaucoup de ces pratiques sont plus durables, mais elles sont aussi bien plus rentables.

J'encourage le gouvernement à examiner le financement des technologies agricoles climato-intelligentes, notamment les jardins en trou de serrure, les jardins en permaculture, la récupération de l'eau et l'agriculture régénératrice.

De plus, pour réitérer la recommandation de CARE Canada, nous devons appuyer l'agriculture des petits exploitants, car elle recoupe l'égalité entre les sexes, le secteur de l'agriculture des petits exploitants étant largement dominé par les femmes.

De la même manière que l'on recommande dans le document « Réimaginer notre avenir » d'adopter une attitude « pro-culture locale » au Canada, il faudrait que le financement international de l'action climatique par le Canada serve à soutenir les pratiques agricoles locales, pour une utilisation locale. Cela est essentiel pour créer des collectivités fortes, durables et soucieuses de l'environnement.

## **Des prêts aux subventions : Égalisation du ratio**

À l'heure actuelle, la contribution du Canada au financement international de l'action climatique se répartit de la manière suivante : environ 70 % sous forme de prêts et 30 % sous forme de subventions.

La promesse de consacrer 100 milliards de dollars par année au financement de l'action climatique, un engagement pris lors de la 15<sup>e</sup> Conférence des Parties à Copenhague, en 2009, portait à l'origine sur l'argent frais, non assorti de conditions, et non pas sur de l'argent sous forme de prêts.



Nous savons que les prêts ne sont pas viables. Les pays en développement ne peuvent pas les rembourser, et les intérêts qui s'accumulent augmentent le niveau d'endettement de ces pays et aggravent leur situation économique.

Nous devrions tendre vers l'égalisation de ce ratio (50/50), de sorte que notre contribution se rapproche davantage de l'égalité entre prêts et subventions. Sans cette étape essentielle, notre promesse de financement ne respectera pas l'engagement que nous avons pris en 2009 et pourrait être préjudiciable pour certains des pays les plus pauvres au monde.



Le statu quo ne fonctionne pas depuis longtemps, et la pandémie de COVID-19 l'a démontré de façon spectaculaire.

Si nous pensons que les effets que nous observons actuellement des changements climatiques, de la COVID-19 et de l'association des deux crises sont néfastes, alors préparons-nous, parce que la situation va devenir bien pire encore. Comme CARE Canada le souligne, les changements climatiques pourraient plonger 100 millions de personnes de plus dans la pauvreté extrême d'ici 2030, forcer jusqu'à 250 millions de personnes à quitter l'endroit où elles vivent d'ici 2050 et exposer 3 milliards de personnes aux niveaux de chaleur du Sahara d'ici 2070.

La crise climatique entraîne une crise des réfugiés, une crise alimentaire, une crise sanitaire et une crise économique. Même si nous devenions un jour des chefs de file parfaits en matière de climat au Canada (nous avons beaucoup de chemin à faire à cet égard), la crise climatique ignore les frontières, et nous serions touchés, quoiqu'il arrive.

La reprise progressive de l'activité économique après la pandémie de COVID-19 donne l'occasion au Canada de devenir un chef de file, tant à l'intérieur de ses propres frontières qu'à l'échelle mondiale. Nous avons pu voir la capacité du gouvernement à passer à la vitesse supérieure quand c'est nécessaire; il est maintenant temps d'appliquer cette même stratégie d'urgence à la crise climatique.

Je vous remercie de votre attention. N'hésitez pas à communiquer avec mon bureau si vous désirez discuter plus amplement de ces sujets.

Dans l'attente de travailler avec vous, je vous prie d'agréer, Madame et Messieurs les Ministres, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



Elizabeth May, O.C.  
Députée de Saanich – Gulf Islands  
Chef du Parti Vert du Canada

